

ETHIOPIE : FICHE PAYS – DECEMBRE 2021



Catégorie OCDE (2017) : 7/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch): CCC/ Caa2/ CCC

Monnaie locale : Birr / Régime de change : Flottant administré

FORCES

- Croissance moyenne la plus importante d'Afrique Sub-saharienne sur les 10 dernières années
- Taille du marché interne : 2^{ème} population d'Afrique sub-saharienne, après le Nigéria
- Programme d'ouverture et de transformation de l'économie (mais chamboulé à ce stade par le conflit armé au sein du pays)

FAIBLESSES

- Conflit armé qui perdure (depuis nov. 2020)
- Faiblesse des liquidités en devises
- Risque de surendettement élevé
- Economie dépendante du secteur agricole (33% du PIB) et soumise aux aléas climatiques
- Pays enclavé et tensions ethniques importantes

SYNTHÈSE :

Evolution des risques : perspectives peu favorables compte tenu de la dégradation du contexte sécuritaire

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance** : après un ralentissement de la croissance de 6,1% en 2020 (exercice budgétaire juil. 2019/juin 2020), la croissance pour 2021 serait restée très limitée (comprise entre +0,7% et +2%) sous fonds de crise sanitaire. Les perspectives actuelles restent très dégradées et incertaines compte tenu notamment de l'expansion du conflit armé entre les forces militaires fédérales et le Front populaire de libération du Tigré (TPLF).
- **Vulnérabilité des comptes publics** : La hausse des dépenses publiques de lutte contre la pandémie dans un premier temps, mais aussi militaires (conflit armé) devraient contribuer à la dégradation du déficit public (autour de 3% du PIB). Alors que la politique de baisse d'emprunts externes des entreprises publiques commençait à porter ses fruits, la dégradation du solde public devrait conduire à une hausse de la dette publique, prévue autour de 67% du PIB pour l'exercice budgétaire en cours 2021/22 (contre environ 57% en 2019/20).
- **Vulnérabilité extérieure** : Le déficit courant persiste depuis plusieurs années et les faibles réserves en devises ont conduit à des pressions à la baisse continues sur le birr. La chute des recettes en devises, liée notamment à la baisse des exportations de service (tourisme et transport aérien en particulier), ainsi qu'un contexte sécuritaire dégradé peu propice à l'investissement étranger est source d'inquiétude étant donné le service de la dette qui resterait important (près de 2 Mds d'USD/an sur les 3 prochaines années). Dans ce contexte, l'Ethiopie a demandé à bénéficier du cadre commun de restructuration de la dette du G-20, conduisant à la dégradation du rating souverain du pays par les agences de notation à CCC.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : Le système bancaire est dominé par la banque publique, la Commercial Bank of Ethiopia (CBE). Les prêts non performants ont eu tendance à progresser, mais les conditions de liquidité des banques semblent en revanche s'être améliorées.

Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité socio-politique** : les tensions sociales demeurent importantes, le pays fait face à un fort ralentissement d'activité, sous fond de crise sanitaire et de conflit armé, ainsi que de pénurie alimentaire (sécheresse) qui menace une partie des récoltes du pays.
- **Climat des affaires** : Des coûts plus élevés dans le commerce transfrontalier (pays enclavé), les difficultés du secteur privé à obtenir du crédit, l'accès restreint aux devises et le conflit en cours pèsent sur le climat des affaires.

Environnement et politique du climat :

- **Vulnérabilité climatique** : Le système énergétique éthiopien repose majoritairement sur le renouvelable (environ 90% de la capacité installée correspond à l'hydroélectricité). A noter cependant que moins de la moitié de la population disposerait d'un accès au réseau d'électricité du pays. L'Ethiopie reste par ailleurs très vulnérable au changement climatique : les épisodes de sécheresse, inondations sont fréquents dans ce pays.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés		Principaux partenaires commerciaux + France					
Part moyenne des échanges de marchandises 2016-2020 (% du total)		Part moyenne des échanges de marchandises 2016-2020 (% du total)					
Exportations	Importations	Exportations	Importations				
Café, thé, maté et épices	31,1%	Machines, appareils mécan.	15,5%	Somalie	9,2%	Chine	29,9%
Graines et fruits oléagineux	20,4%	Combustibles	11,5%	Etats-Unis	7,8%	Inde	8,5%
Légumes, plantes, racines	16,7%	Machines, appareils élect.	8,4%	Chine	7,0%	Etats-Unis	7,8%
Fleurs	8,3%	Véhicules automobiles	7,8%	Pays Bas	7,0%	Koweït	6,3%
Viande et abats comestibles	3,3%	Fonte, fer et acier	5,6%	France (20ème)	6,1%	France (19ème)	1,2%

Source: Cnucead

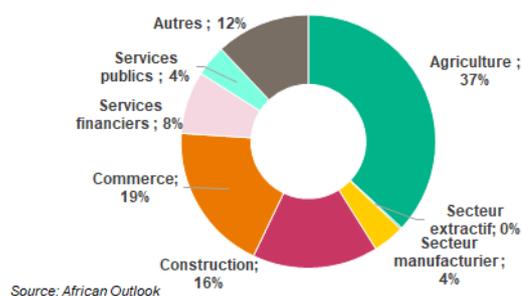


TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

ETHIOPIE	2017	2018	2019	2020(p)	2021(p)	2022(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	77	80	93	95	94	97
<i>Rang PIB mondial</i>	71	70	70	66	66	64
Population (Mns)	106,4	109,2	112,1	114,9	117,8	120,8
<i>Rang Population mondiale</i>	14	15	15	15	15	14
PIB / habitant (USD)	829	852	968	994	940	NA
Croissance PIB (%)	10,2	7,7	9,0	6,1	0,7 ^d	3,6 ^d
Inflation (moyenne annuelle, %)	10,7	13,8	15,8	20,4	25,2	25 ^d
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	7,0	5,6	NA	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dettes publiques (% PIB)	57,7	61,1	57,9	55,4	57,1	67,4 ^d
Solde public (% PIB)	-3,2	-3,0	-2,5	-2,8	-3,0	-3,3 ^d
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	NA	NA	NA	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	-8,5%	-6,5%	-5,3%	-4,6%	-2,9%	-2,8% ^d
IDE (% du PIB)**	5,2%	4,1%	2,7%	2,5%	2,9%	NA
Réserves (en mois d'importation B&S)**	2,3	3,1	2,5	2,8	2,1	2,2
Dettes extérieures totales (% PIB)*	34%	35%	31%	35%	40%	40%
Dettes extérieures CT (% PIB)*	0,8%	0,9%	0,5%	0,5%	0,6%	NA
Taux de change***	27,2	28,04	31,8	38,18	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	21,5	22,4	17,69	16,18	NA	NA
Taux de NPL	2,6	3	2,67	3,43	NA	NA
ROE	29,6	20,2	20,55	15,71	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	175	178	182	168	166	NA
Rang doing business (190 pays)*	159	161	159	159	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) ^a	143	143	143	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	164	162	162	161	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions, Sources: FMI, *Banque Mondiale, **Oxford Economics, ***T. Reuters, a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch, d : Fitch (déc.2021)

Ethiopie: part des secteurs dans le PIB (2016)





1. SITUATION ECONOMIQUE

- **Vers un fort ralentissement de l'activité**

Après un ralentissement de l'activité en 2019/2020 à 6,1% (exercice budgétaire juil. 2019/juin 2020), la croissance pour 2020/21 aura été très limitée par la crise sanitaire (comprise entre +0,7¹% et +2%², soit le niveau le plus faible depuis 2003). Le conflit armé entre les forces militaires fédérales et le Front populaire de libération du Tigré (TPLF), depuis novembre 2020, est par ailleurs source d'instabilité et affecte l'activité économique du pays.

Pour 2021/22, les perspectives restent très incertaines compte tenu notamment de l'expansion du conflit armé vers d'autres zones du pays. Divers groupes rebelles auraient en effet déclaré la guerre aux forces du gouvernement fédéral obligeant ainsi divers pays européens, dont la France, à appeler leurs ressortissants à quitter le pays (novembre 2021).

Le non-respect des droits de l'homme a d'ailleurs mené les Etats-Unis à exclure l'Ethiopie de l'AGOA³, à partir de janvier 2022, ce qui devrait affecter les exportations du pays (les Etats-Unis sont le 2^{ème} client du pays⁴). Les exportations de service (tourisme, transport aérien) devraient par ailleurs rester faibles, liées à la hausse de l'insécurité et au contexte sanitaire toujours incertain au niveau mondial.

La production du secteur agricole, pilier de l'économie⁵, est menacé par la sécheresse qui affecte une partie du pays, affectant le semis et la germination des cultures⁶. De plus la prolifération des acridiens (criquets pèlerins) persisterait dans certaines régions⁷.

La consommation des ménages risque d'être entamée par la hausse de l'inflation qui atteint 34,8%

en g.a. septembre (30,4 % en g.a. en août) tirée par la hausse du prix des denrées alimentaires. Le contexte sécuritaire difficile est par ailleurs peu favorable à l'emploi et à l'investissement.

Dans ce contexte, le FMI s'est abstenu de publier des données macroéconomiques pour l'Ethiopie en 2022. En décembre 2021, l'agence Fitch a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour l'Ethiopie à +0,7% pour 2021 et à +3,6% pour 2022 (contre +2,0% et +6,3% prévus en septembre, respectivement). L'escalade du conflit armé est la principale raison de la révision à la baisse évoquée par l'agence.

- **Une stratégie de transformation économique bouleversée par le conflit**

Le modèle de croissance économique éthiopien s'est fondé principalement sur l'investissement en infrastructures (transports, énergie, chemin de fer, etc.) financé par l'emprunt externe des entreprises publiques. Le déséquilibre de la balance courante engendré par ce modèle a contribué à une hausse de l'endettement externe, de faibles réserves⁸ et des pressions fortes à la baisse sur la devise, alimentant l'inflation.

Dans ce contexte, le gouvernement avait décidé de mettre en place des mesures visant à corriger ces déséquilibres et à rééquilibrer la croissance. En septembre 2019, il a ainsi lancé un plan de réformes baptisé « *Homegrown Economic Reforms*⁹ » et a sollicité l'aide financière du FMI¹⁰. Le plan du gouvernement s'appuyait sur les réformes telles que l'ouverture des secteurs clés de l'économie via notamment la privatisation partielle ou totale des entreprises publiques¹¹ y compris leur ouverture à la concurrence¹². La crise sanitaire dans un premier temps et le conflit armé qui s'est déclaré par la suite (novembre 2020) ont cependant bouleversé l'agenda

¹ Source Fitch (décembre 2021)

² Prév. FMI (WEO octobre 2021)

³ L'AGOA est un programme qui accorde aux pays d'Afrique subsaharienne éligibles un accès en franchise de droits au marché américain pour des milliers de produits. Les Etats-Unis prévoient également de plus larges sanctions contre les personnes impliquées dans la perpétration du conflit.

⁴ Les Etats-Unis absorbent 9,4% des exportations de l'Ethiopie (en moyenne, entre 2016 et 2020).

⁵ Le secteur agricole représente 33% du PIB de l'Ethiopie et emploie encore près de 80% de la population active.

⁶ Source FAO (novembre 2021) :

<https://www.fao.org/3/cb7721en/cb7721en.pdf>

⁷ Il s'agit notamment des régions septentrionales de l'Afar, du Tigré et de l'Amhara selon la FAO.

⁸ Face à la faiblesse des réserves, le gouvernement a imposé des restrictions d'accès aux devises qui se traduisent notamment par une hiérarchisation des demandes d'obtention des devises (remboursement d'un prêt externe ou importation d'un bien ou service par exemple). Un certificat émis par la banque centrale serait également exigé pour l'obtention d'un permis d'importation.

⁹ Le plan du gouvernement est constitué de 3 piliers principaux : (i) un pilier macroéconomique qui vise à corriger les déséquilibres du

change, à mieux contrôler l'inflation, à améliorer l'accès au financement et la soutenabilité de la dette ; (ii) un pilier environnement des affaires, dont l'objectif est l'amélioration du climat des affaires via notamment la réduction des goulots d'étranglement structurels (accès insuffisant et peu fiable aux devises, au crédit, aux intrants intermédiaires importés et à l'approvisionnement en électricité principalement) ; et (iii) un pilier sectoriel qui vise au développement de nouveaux secteurs sources de croissance et de d'entrées de devises.

¹⁰ Fin décembre 2019, le FMI a accordé une ligne de 2,9 Mds d'USD, d'une durée de 3 ans au titre d'une ligne de Facilité élargie de crédit associé au Mécanisme de fonds élargie (FCL et MEDC). Les deux principaux objectifs du programme du FMI sont de ramener le risque de surendettement du pays de « élevé » à « modéré » pendant la durée du programme et de remédier à la pénurie de devises en faisant notamment évoluer vers plus de flexibilité le régime de change actuellement en vigueur.

¹¹ Le programme de privatisations annoncé par l'Etat a commencé par les secteurs des télécommunications, avec la privatisation partielle d'Ethio-Telecom, et du sucre.

¹² Une loi sur les investissements a d'ailleurs été voté en septembre 2020. Cette loi permet notamment la prise de participation étrangère dans le secteur des transports (aériens et publics), ainsi que dans l'activité d'import et export d'énergie électrique.



politique et sont peu favorables à la poursuite des réformes.

- **La banque centrale vient en aide aux banques afin d'éviter qu'une crise de liquidité ne s'y installe**

Le système bancaire¹³ est dominé par la banque publique, la Commercial Bank of Ethiopia (CBE), qui détient près de 44% du capital total du secteur bancaire. La CBE est très orientée vers les financements de long terme des entreprises publiques. L'exposition de la CBE aux crédits accordés aux entreprises publiques se concentre notamment dans le secteur de l'énergie qui représenterait 40% de son portefeuille des prêts.

Le taux des prêts non performants du secteur bancaire a eu tendance à progresser de 2,6% en 2019 à 3,4% en 2020¹⁴. Les conditions de liquidité¹⁵ des banques commerciales semblent en revanche s'être améliorées suite notamment aux injections de liquidités de la banque centrale d'Ethiopie (NBE)¹⁶.

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Le déficit public devrait se creuser**

Le déficit public s'est creusé depuis 2012 et jusqu'en 2018, tiré notamment par la hausse des investissements destinés aux grands projets d'infrastructures. En 2019, il s'est légèrement résorbé à 2,5% du PIB (contre 3,0% initialement prévu dans le budget), favorisé notamment par la modération des dépenses en investissements. Cette tendance s'est inversée toutefois depuis 2020 dans un contexte de hausse des dépenses publiques nécessaires à la lutte contre la pandémie.

Bien que les données concernant l'exercice budgétaire clôturé en juin 2021 (juil.20/juin21) ne soient pas encore disponibles, le déficit budgétaire devrait se creuser dans un contexte de fort ralentissement de l'activité et de hausse des dépenses militaires (début du conflit avec le Tigré initié en novembre 2020). Les dépenses militaires devraient par ailleurs encore progresser pour lutter contre les rebelles alliés du Front populaire de

libération du Tigré. Selon les prévisions de Fitch, le déficit public est prévu autour de 3,3% du PIB en 2022.

Ces données sont toutefois à prendre avec précaution car si le conflit persiste et continue de s'étendre vers d'autres régions en 2022 et au-delà, les prévisions de croissance seront inévitablement revues à la baisse avec un effet d'entraînement sur les recettes budgétaires pouvant conduire à une dégradation plus importante du déficit budgétaire du pays.

- **Vers une hausse de l'endettement public**

La dette publique consolidée est passée d'une moyenne de 36% du PIB de l'exercice fiscal 2008-09 à 57,6% du PIB en 2018-19. Les entreprises publiques constituent l'essentiel de l'augmentation de la dette sur cette période¹⁷. Selon les estimations du FMI, la dette serait montée à près de 61% du PIB sur l'exercice 2017-18 avant de se replier tirée par le durcissement des conditions d'emprunts externes des entreprises publiques¹⁸ décidé par le gouvernement (à l'exception de Ethiopian Airlines¹⁹).

Le stock de la dette des entreprises publiques représente 26% du PIB (2018-19), dont plus de la moitié est détenue par la 1^{er} banque publique commerciale du pays, la CBE, sous forme des prêts ou d'obligations²⁰. Selon le FMI, les emprunts des entreprises publiques, qu'ils soient domestiques ou externes, sont assortis pour la plupart d'une garantie souveraine ce qui pourrait peser sur la situation financière de l'Etat si ces entreprises rencontrent des difficultés à rembourser leurs emprunts.

Alors que le FMI s'est abstenu de publier des données concernant l'évolution de la dette publique en Ethiopie, l'agence Fitch prévoit en revanche une hausse de plus de 10 points à environ 67% du PIB en 2022 (contre 57% du PIB en 2019).

Début 2021, face à la faiblesse des réserves en devises, l'Ethiopie a rejoint le Chad et la Zambie et a sollicité un reprofilage de sa dette publique externe dans le cadre du « Common Framework » du G20 (Cf. Position Externe).

¹³ Le secteur bancaire est constitué de 19 banques (17 privées et 2 publiques).

¹⁴ Source : Banque mondiale

¹⁵ Les problèmes de liquidité des banques éthiopiennes ont commencé dès la fin de 2019, avec un ratio crédit/dépôts qui se dégradait. La crise de liquidité s'est accentuée depuis le début de la crise du covid-19, avec une accélération des retraits.

¹⁶ La NBE aurait en effet injecté 33 mds de birr dans le secteur bancaire en 2020. Source : <https://www.thereporterethiopia.com/article/nbe-ready-help-banks-facing-liquidity-shortages>

¹⁷ La stratégie de développement fondée sur les grands projets d'infrastructures a en effet poussé le gouvernement, mais principalement les entreprises publiques, en particulier l'Ethiopian Electric Power Office (EEPO), l'Ethiopian Electric Service (EES), l'Ethiopian Telecom Company (ETC) et l'Ethiopian Railway Company (ERC), à fortement s'endetter.

¹⁸ Afin de limiter l'accumulation de la dette et maîtriser les risques budgétaires, le ministère des Finances a introduit la directive de 2017 sur la gestion de la dette publique et l'émission de garanties visant à mieux contrôler l'évolution de la dette et limiter les garanties publiques accordées. Les autorités ont instauré une politique de zéro nouvel emprunt extérieur non concessionnel et ont demandé le reprofilage de la dette extérieure auprès de créanciers bilatéraux officiels.

¹⁹ Ethiopian Airlines emprunte sans garantie gouvernementale. S'agissant d'une entreprise commerciale qui réalise des bénéfices et dispose d'une gestion indépendante, la dette d'Ethiopian Airlines n'est pas incluse dans l'analyse de soutenabilité de la dette réalisée par le FMI.

²⁰ Les emprunts des entreprises publiques représenteraient en effet 60% du stock de crédit bancaire des banques commerciales (CBE principalement) ce qui freine le développement du secteur non étatique, privé d'une importante source de financement.



3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Exportations concentrées sur les produits de base**

Les produits agricoles représentent plus de 80% des exportations. La balance commerciale est ainsi fortement dépendante de l'évolution des cours des matières premières et des aléas climatiques. **Le café est le principal produit d'exportation d'Ethiopie** (près du tiers des exportations), **bien que cette part tende à baisser.** La part des produits manufacturés (cuir, textile, habillement et chaussures) reste encore faible, autour de 12,5% des exportations totales.

Les besoins d'importations (biens d'équipement en particulier), **en lien avec la réalisation des grands projets d'infrastructures, sont supérieurs aux exportations.** Les importations ont cependant tendance à diminuer compte tenu du contrôle plus strict des investissements publics et des pénuries de devises. Au total **le déficit commercial est très important (près de 18% du PIB en moyenne sur les 10 dernières années).**

Les exportations de services (environ 5% du PIB), **sont alimentées principalement par l'expansion des opérations d'Ethiopian Airlines** et représenteraient presque 2 fois le total des exportations de marchandises. Elles **compensent en partie le déficit de la balance commerciale** et contribuent à la réduction progressive du déficit courant du pays.

Cette contribution des services s'est cependant réduite dans le contexte sanitaire et de conflit à l'intérieur du pays qui affecte l'activité touristique et le transport aérien.

Au total, le déficit courant observée se serait partiellement résorbé sur l'exercice budgétaire 2021 tirée principalement par la baisse des importations.

- **La faiblesse des liquidités en devises conduit l'Ethiopie à solliciter un reprofilage de sa dette externe publique**

La dette externe de l'Ethiopie relève principalement de la dette publique²¹ (engagements de l'Etat fédéral et des entreprises publiques avec garantie de l'Etat). Le stock de la dette externe est en forte progression, elle atteint 28,2% du PIB sur l'exercice 2018-19 contre 17,9% en 2010-11. **La dette externe est principalement détenue par des créanciers multi et bilatéraux** (près

de 80% du total) et le solde par les créanciers privés (y compris l'émission en 2014 d'un eurobond à maturité 10 ans au taux de 6,6% émis en 2014).

Le pays a remboursé 1,8 Mds d'USD au titre du service de la dette sur l'exercice budgétaire 2020/21 et selon les données de la banque mondiale, **l'Ethiopie devrait rembourser près de 2 Mds d'USD en moyenne par an sur les 3 prochaines années.** Les **réserves en devises estimées** à environ 3 Mds d'USD en sept. 2021 (environ 2,1 mois d'importations) semblent faibles au vu des engagements externes du pays.

La chute des entrées de devises, liée à la baisse de recettes de services (tourisme, transport aérien), **ainsi que le conflit armé** qui affecte la confiance des investisseurs étrangers **renforce ces difficultés.** **L'exclusion du pays de l'AGOA**, prévue dès janvier 2022, **risque par ailleurs de limiter davantage les entrées de devises en Ethiopie.**

Malgré le reprofilage de certains prêts bilatéraux, auprès de la Chine en particulier²² et **d'un répit à court terme, grâce à l'aide internationale et à suspension temporaire du service de la dette dans le cadre de l'accord du G-20** (prolongé jusqu'en avril 2022), l'Ethiopie a sollicité **un reprofilage de sa dette publique externe dans le cadre du « Common Framework²³ » du G20.**

A noter par ailleurs que les agences de notation ont procédé au déclassement du rating souverain de l'Ethiopie en CCC (soit un risque élevé de défaut de paiement).

- **Un taux de change qui se déprécie régulièrement**

Face à la faiblesse persistante des réserves en devises et dans une tentative de contenir la progression du déficit commercial, **la banque centrale (NBE) a décidé de dévaluer la monnaie locale, le birr, de 15% en octobre 2017²⁴.** Malgré les dépréciations successives de monnaie contrôlées par la banque centrale et la dévaluation de 28% opérée en novembre en 2020, **les pressions à la baisse du birr face au dollar restent importantes.**

Si d'une part, **la faiblesse des réserves en devises limite l'action de la banque centrale**, d'autre part, **l'instabilité politique provoqué par le conflit armé à l'intérieur du pays affecte la confiance des**

²¹ Selon le FMI, les emprunts publics sont principalement utilisés pour financer les investissements d'infrastructures (transport routier et ferroviaire; électricité, industrie et le secteur du tourisme notamment). Tous ces secteurs consomment près de 66% des prêts externes obtenus par l'Ethiopie.

²² Le gouvernement éthiopien a conclu un accord avec la Chine sur le reprofilage de la dette bilatérale (notamment un prêt de 2,5 Mds d'USD portant sur la construction de la ligne de fer entre Addis Abeba et Djibouti) ce qui a permettrait de réduire le service de la dette. Sur les 2,3 Mds d'USD au titre du service de la dette en 2020, environ 970 MUSD était à destination de la Chine (Etat et entreprises chinoises).

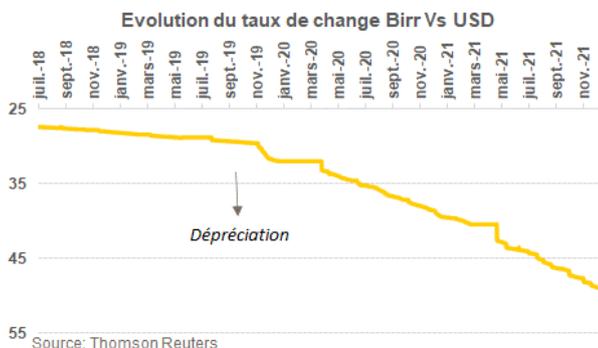
²³ Mis en place en novembre 2020, le nouveau cadre de traitement de la dette « common framework » du G-20 va au-delà de la DSSI (suspension temporaire du service de la dette) dans le sens où il oblige les pays à demander un traitement de la dette par les créanciers privés comparable et au moins aussi favorable que le traitement de la dette offert par les créanciers bilatéraux.

²⁴ La NBE a aussi libéralisé certains règlements de contrôle des changes, permettant aux exportateurs d'accéder au crédit étranger, afin d'atténuer la pénurie de devises, et de conserver jusqu'à 30% de leurs recettes d'exportation en devises (contre 10% auparavant).



investisseurs et limite les entrées en devises dans le pays.

Dans ce contexte, le birr devrait continuer à se déprécier.



4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- Le premier ministre Abiy Ahmed reconduit à la tête du gouvernement

Le premier ministre Abiy Ahmed est à la tête du gouvernement éthiopien depuis avril 2018²⁵. Il a d'ailleurs été reconduit pour un second mandat de 5 ans en octobre 2021. Cela fait suite aux résultats des élections législatives (juin 2021) où son parti, le PP (Parti de la Prospérité) a remporté la majorité des sièges (410 des 436 sièges).

Malgré une victoire importante du PP, le gouvernement du Premier ministre aura probablement du mal à résoudre les tensions interethniques toujours aussi importantes au sein du pays et qui s'étendent au-delà du conflit du Tigré. Ce dernier, initié en novembre 2020, n'est d'ailleurs toujours pas maîtrisé et s'étend désormais vers d'autres régions du pays.

Le risque d'une crise sociale reste dans ce contexte élevé, d'autant plus que le pays fait face à un fort ralentissement d'activité, sous fond de crise sanitaire et de conflit armé, ainsi que de pénurie alimentaire (sécheresse) qui menace une partie des récoltes du pays.

- Un conflit susceptible d'annuler les progrès sociaux obtenus ces dernières années

²⁵ Le Premier Ministre a d'ailleurs reçu le Prix Nobel de la paix en 2019 grâce à son action déterminante la signature d'un accord de paix avec le pays voisin l'Erythrée mettant ainsi fin à une guerre territoriale de près de 20 ans

²⁶ L'Ethiopie présente de taux de croissance moyenne le plus élevé d'Afrique Sub-saharienne sur la période 2009-2019 à 9,7%. Le pays est suivi par une autre économie d'Afrique de l'Est, le Rwanda (croissance moyenne de 7,4% sur cette même période). Viennent ensuite, le Ghana (6,6%), la Tanzanie (6,5%) et la Côte d'Ivoire (6,0%).

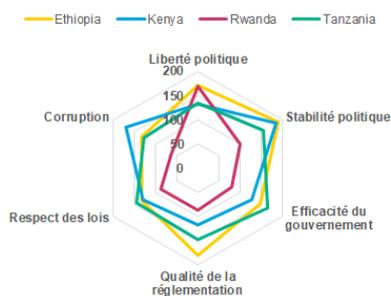
L'Éthiopie est le deuxième pays le plus peuplé d'Afrique subsaharienne (un peu plus de 100 millions d'habitants), derrière le Nigéria. Le pays a connu un taux de croissance parmi les plus importants d'Afrique subsaharienne²⁶ et du monde sur la dernière décennie (croissance moyenne de 9,7%). Cela permis à l'Ethiopie de réaliser des avancées notables en matière de développement social avec une forte réduction de la pauvreté et une hausse de la richesse par habitant²⁷.

L'arrivée de la crise sanitaire et le conflit armé avec le Tigré a cependant mis un frein du dynamisme de l'activité et risque de faire reculer les progrès sociaux obtenus.

- Niveau de gouvernance et d'environnement des affaires plutôt mauvais

Les performances de l'Ethiopie en matière de gouvernance restent globalement mauvaises. Le pays est aussi mal positionné en matière d'environnement des affaires (Doing Business) à la 159^{ème} place sur 190 pays et à la 29^{ème} sur 48 pays d'Afrique sub-saharienne. Les coûts plus élevés dans le commerce transfrontalier (pays enclavé), les difficultés du secteur privé à obtenir du crédit, l'accès restreint aux devises et plus récemment le conflit armé pèsent sur le climat des affaires.

Indicateurs Banque mondiale 2018, Rang (214 pays)



5. POLITIQUE CLIMAT

Le système énergétique éthiopien repose majoritairement sur le renouvelable. Près de 90% de la capacité installée correspond à l'hydroélectricité et environ 8% à l'éolien. La production d'énergie renouvelable devrait encore progresser avec la mise en production de la plus grande infrastructure hydroélectrique d'Afrique, le barrage de la Renaissance²⁸ sur le Nil à Guba (nord-ouest de l'Ethiopie). A noter cependant que

²⁷ Le taux de pauvreté est passé de 44% en 2000 à environ 24% en 2015/16. Le PIB par habitant a aussi progressé estimée à près de 770 USD/habitant en 2018 (contre environ 380 USD/habitant en 2009). Le pays affiche par ailleurs une hausse de l'espérance de vie de 10 ans et un taux de mortalité infantile qui a été divisé par deux sur les 30 dernières années.

²⁸ La construction du barrage est source des tensions entre les voisins (Egypte et Soudan) situés en aval sur le fleuve et dépendant également du Nil pour ses ressources hydrauliques.



malgré un mix énergétique favorable au climat, moins de la moitié de la population disposerait d'un accès au réseau d'électricité du pays.

L'Ethiopie est signataire des accords de Paris et s'est engagée à réduire de 68% ses émissions de GES, sous réserve notamment d'un soutien financier international. Le pays s'est engagé également à atteindre la neutralité carbone sans pour autant communiquer une date précise à ce stade.

L'Ethiopie demeure par ailleurs très sensible au changement climatique. Les épisodes de sécheresse, d'inondations sont très fréquents dans ce pays.



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays baptiste.thornary@bpifrance.fr

Economie Internationale et risques pays

Anne-Sophie Fèvre *Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie* as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer *Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est* adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier *MENA, Turquie, Chine, ASEAN* victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays développés, Conjoncture France

Sabrina El Kasmi Responsable / *Global trends, Pays développés, pétrole* sabrina.elkasmi@bpifrance.fr
Laetitia Morin *Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME* laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau *Macroéconomie France, conjoncture ETI* thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.